

Communautés européennes

PARLEMENT EUROPÉEN

Documents de séance

1972 - 1973

11 décembre 1972

DOCUMENT 240/72

Rapport

fait au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques

sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil
(doc. 211/72) relatives à trois décisions et à plusieurs autres documents
concernant le nouveau programme pluriannuel de recherche et d'enseignement des
Communautés

Rapporteur : M. Horst GERLACH

PE 31.467/déf.

Par lettre en date du 22 novembre 1972, le président du Conseil des Communautés européennes a demandé l'avis du Parlement européen, conformément à l'article 235 du traité instituant la C.E.E., sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à trois décisions et à plusieurs autres documents concernant le nouveau programme pluriannuel de recherche et d'enseignement des Communautés.

Le président du Parlement a transmis ces propositions le 28 novembre 1972 à la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, compétente au fond, et à la commission des finances et des budgets, saisie pour avis.

Le 23 novembre 1972, la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques a nommé M. Gerlach rapporteur.

Elle a examiné les propositions de la Commission au cours de ses réunions des 23 novembre, 5 et 11 décembre 1972 ; au cours de cette dernière réunion, elle a adopté la proposition de résolution ci-après par 7 voix contre 1 et 2 abstentions.

Etaient présents : MM. Flämig, vice-président ; Gerlach, rapporteur ; Ballardini, de Broglie, Covelli, Giraud, Lautenschlager (suppléant M. Adams), Leonardi, Memmel, Noé, Radoux et Wolfram.

A.

La commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques soumet au vote du Parlement européen la proposition de résolution suivante :

PROPOSITION DE RESOLUTION

sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à trois décisions et à plusieurs autres documents concernant le nouveau programme pluriannuel de recherche et d'enseignement des Communautés.

Le Parlement européen,

- vu les propositions des Communautés européennes au Conseil (COM(72)1500 à 1510),
- consulté par le Conseil, conformément à l'article 235 du traité instituant la C.E.E. (doc. 211/72),
- vu le rapport de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques (doc. 240/72),
- vu ses résolutions
 - du 16 décembre 1971 sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une décision arrêtant un programme de recherche et d'enseignement pour la Communauté européenne de l'énergie atomique et un programme de recherche pour la Communauté économique européenne dans le domaine des étalons et substances de référence et dans le domaine de la protection de l'environnement (1),
 - du 15 juin 1972 sur le programme de recherche d'EURATOM défini par le Conseil le 21 décembre 1971 et les accords relatifs à des actions communes de recherche signés par différents Etats européens ainsi que par la Commission des Communautés européennes (accords COST) (2),

(1) J.O. n° C 2 du 11.1.1972, p. 24

(2) J.O. n° C 70 du 1.7.1972, p. 49

- du 10 octobre 1972 sur l'avenir du Centre commun de recherche et l'établissement d'un programme pluriannuel de recherche et d'enseignement (1),

I. En ce qui concerne la décision arrêtant un programme de recherche et d'enseignement pour la Communauté européenne de l'énergie atomique et un programme de recherche pour la Communauté économique européenne :

1. se félicite que la Commission ait enfin pris l'initiative de l'établissement d'un programme pluriannuel de recherche et d'enseignement,
2. critique la fermeture, impliquée par le présent projet, d'un établissement du Centre de recherche, ce qui est contraire aux résolutions précitées du Parlement, et demande que cet établissement de recherche soit maintenu et que des activités lui soient transférées en conséquence ;
3. constate une nouvelle fois que l'action Informatique proposée n'est pas couverte par les compétences prévues dans le traité de la C.E.E.A. et invite, dès lors, la Commission à l'inclure parmi les actions pour lesquelles l'application de l'article 235 du traité de la C.E.E. est nécessaire; il en va de même pour l'action Bibliothèque européenne de programmes pour ordinateurs;
4. invite, en outre, la Commission à faire siennes les modifications suivantes, conformément à l'article 119, 2e alinéa, du traité de la C.E.E.A. et à l'article 149, 2e alinéa, du traité de la C.E.E. ;
5. invite le Conseil à appliquer généreusement, conformément aux intentions exprimées à l'issue de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement qui s'est tenue du 19 au 21 octobre 1972, les dispositions de l'article 235 du traité de la C.E.E. aux projets de recherche non nucléaire ; la Commission doit tenir le Parlement constamment informé de l'application de l'article 235 du traité instituant la C.E.E. ;
6. invite, en outre, le Conseil à présenter aussi rapidement que possible au Parlement européen le projet de budget complémentaire pour 1973 établi à ce sujet ;
7. invite la Commission à examiner s'il ne serait pas nécessaire de restructurer la direction générale autonome "Centre commun de recherche" à la lumière des enseignements recueillis au cours des dix-huit derniers mois ;

(1) JO n° C 112 du 27.10.1972, p. 19

II. En ce qui concerne les décisions portant modification de la décision du Conseil du 21 juin 1971 arrêtant un programme quinquennal de recherche et d'enseignement de la C.E.E.A. dans le domaine de la fusion et de la physique des plasmas et dans le domaine de la biologie et de la protection sanitaire :

8. approuve les propositions de la Commission ;

°
° °

9. charge sa commission compétente de suivre attentivement les progrès de l'établissement d'un programme de recherche et d'enseignement pour la Communauté européenne de l'énergie atomique et d'un programme de recherche pour la Communauté économique européenne, et de lui faire éventuellement rapport à ce sujet ;

10. charge son président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission des Communautés européennes.

Proposition de décision du Conseil
arrêtant un programme de recherche et d'enseignement
pour la Communauté européenne de l'énergie atomique
et un programme de recherche pour la Communauté économique européenne

Préambule : inchangé

Article 1

Un programme de recherche et d'enseignement pour la Communauté européenne de l'énergie atomique et un programme de recherche pour la Communauté économique européenne sont arrêtés à compter du 1er janvier 1973, tels que définis aux annexes :

- 1A (5 ans) pour les actions nucléaires du Centre commun de recherche ;
- 1B (5 ans) pour les actions nucléaires indirectes ;
- 2A (5 ans) pour les étalons et substances de référence (action directe - CCR) ;
- 2B (3 ans) pour les étalons et substances de référence (action indirecte) ;
- 3A (5 ans) pour la protection de l'environnement (action directe - CCR) ;
- 3B (3 ans) pour la protection de l'environnement (action indirecte) ;
- 4 (3 ans) pour les matériaux (action indirecte) ;
- 5 (5 ans) pour la télédétection des ressources terrestres (action directe) ;
- 6 (5 ans) pour les recherches sous contrats (action directe).

Article 1

Un programme de recherche et d'enseignement pour la Communauté européenne de l'énergie atomique et un programme de recherche pour la Communauté économique européenne sont arrêtés à compter du 1er janvier 1973, tels que définis aux annexes :

- 1A (5 ans) pour les actions nucléaires du Centre commun de recherche ;
- 1B (5 ans) pour les actions nucléaires indirectes ;
- 2A (5 ans) pour les étalons et substances de référence (action directe - CCR) ;
- 2B (3 ans) pour les étalons et substances de référence (action indirecte) ;
- 3A (5 ans) pour la protection de l'environnement (action directe - CCR) ;
- 3B (3 ans) pour la protection de l'environnement (action indirecte) ;
- 4 (3 ans) pour les matériaux (action indirecte) ;
- 5 (5 ans) pour la télédétection des ressources terrestres (action directe) ;
- 6 (5 ans) pour les recherches sous contrats (action directe) ;
- 7 (5 ans) pour l'informatique appliquée (action directe).

Article 2 : inchangé

(1) On trouvera le texte complet dans les doc. COM (72) 1500 à 1510

Article 3

La Commission assure l'exécution de ces programmes et à cette fin fait appel autant que de besoin aux moyens du Centre commun de recherches nucléaires. Elle soumet chaque année au Conseil un rapport à ce sujet.

Article 3

La Commission assure l'exécution de ces programmes et à cette fin fait appel autant que de besoin aux moyens du Centre commun de recherches nucléaires. Elle soumet chaque année au Conseil et au Parlement un rapport à ce sujet.

Article 4 inchangé

Article 5

La diffusion des connaissances résultant de l'exécution des parties du programme définies aux annexes 3 à 6 sera assurée selon les conditions et limites qui seront fixées par la Commission.

Article 5

La diffusion des connaissances résultant de l'exécution des parties du programme définies aux annexes 3 à 7 sera assurée selon les conditions et limites qui seront fixées par la Commission.

Annexe 1A

(Actions nucléaires ; action directe - CCR)

Les indications relatives au lieu d'exécution des actions sont à supprimer pour les objectifs 1, 3, 4, 5 et 9.

Annexe 2A

(Étalons et substances de référence ; action directe - CCR)

L'indication relative au lieu d'exécution est à supprimer.

Annexe 3A

(Protection de l'environnement ; action directe - CCR)

L'indication relative au lieu d'exécution est à supprimer.

Annexe 5

(Télédétection des ressources terrestres ; action directe - CCR)

L'indication relative au lieu d'exécution est à supprimer.

Annexe 6

(Recherches sous contrats ; action directe - CCR)

L'indication relative au lieu d'exécution est à supprimer.

B.

EXPOSE DES MOTIFS

Par suite de difficultés techniques, l'exposé des motifs du présent rapport sera présenté oralement.